Charte relative à la vie privée et à la protection des données à caractère personnel

1. Introduction

L'Association Intercommunale pour le démergement et l'épuration des communes de la Province de Liège, Société coopérative, ci-après dénommée « AIDE », est attachée au respect de la vie privée et accorde une grande importance à la protection de vos données à caractère personnel qu'elle est amenée à traiter dans le cadre de l'exécution de ses activités et de ses missions d'intérêt public.

L'AIDE s'engage à traiter vos données à caractère personnel de manière licite, loyale et transparente conformément aux dispositions légales applicables en la matière, dont le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après, le « RGPD ») et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par le biais de la présente charte vie privée et de protection des données à caractère personnel, l'AIDE souhaite vous informer de manière claire et complète sur la façon dont vos données à caractère personnel sont traitées.

Aux fins de la présente charte, il faut entendre par :

- « **Données à caractère personnel** » : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « personne concernée »); est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ;

- « **Traitement** » : toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction ;

- « **Responsable du traitement** » : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement (…) ;

- « **Sous-traitant** » : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ;

- « **Tiers** » : une personne physique ou morale, une autorité publique, un service ou un organisme autre que la personne concernée, le responsable du traitement, le sous-traitant et les personnes qui, placées sous l'autorité directe du responsable du traitement ou du sous-traitant, sont autorisées à traiter les données à caractère personnel ;

- « **Destinataire** » : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers (…) ;

- « **Consentement** » de la personne concernée : toute manifestation de volonté, libre, spécifique, éclairée et univoque par laquelle la personne concernée accepte, par une déclaration ou par un acte positif clair, que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement.

2. Qui est le responsable du traitement des données à caractère personnel ?

L'AIDE, dont le numéro d'entreprise est le 0203.963.680 (RPM de Liège) et dont le siège social est situé Rue de la Digue 25 à 4420 Saint-Nicolas (Tilleur), est le responsable du traitement des données à caractère personnel.

3. Le délégué à la protection des données

L'AIDE a désigné un délégué à la protection des données à caractère personnel (ci-après le « DPO »). Le DPO exerce une mission d'information, de conseil et de contrôle du respect du RGPD. Il contribue également à sensibiliser le personnel aux exigences applicables en matière de protection des données et constitue votre point de contact pour toute question relative à l'application du RGPD.

Vous pouvez le contacter par courrier électronique à l'adresse dpo@aide.be ou par courrier ordinaire à l'adresse suivante :

AIDE sc
A l'attention du DPO
Rue de la Digue 25
4420 Saint-Nicolas
Belgique

4. Quelles catégories de données à caractère personnel sont traitées par l'AIDE ?

Dans le cadre de l'exécution de ses missions dont les finalités sont définies ci-après (cfr. point 6), l'AIDE est amenée à traiter les catégories de données à caractère personnel suivantes :

- Données d'identification personnelle (nom, prénom, numéro de téléphone GSM/fixe, adresse électronique, adresse postale) ;
- Données d'identification, autres que le NISS, attribuées par les autorités publiques (numéro de TVA, numéro d'entreprise — cette catégorie concernant principalement les entreprises exploitées par des personnes physiques —, plaque d'immatriculation d'un véhicule, numéro d'agrément) ;

- Données d'identification financière ;
- Heures d'arrivées et de départs (registre des visiteurs) ;
- Activité professionnelle ;
- Parcours académique ;
- Compétences et expériences professionnelles ;
- Formation pour le poste ;
- Spécificités concernant les assurances ;
- Données sur les propriétés ;
- Numéro de parcelle cadastrale ;
- Plan d'habitation ;
- Caractéristiques du domicile ;
- Accords et règlements ;
- Données de localisation électronique ;
- Composition familiale ;
- Informations relatives à l'expropriation ;
- Numéro d'identification national ;
- Données relatives aux habitudes des consommateurs ;
- Spécificités personnelles (âge, genre, date de naissance, nationalité, état civil, signature, …) ;
- Images vidéo des caméras de sécurité ;
- Données d'identification électronique (adresse IP, cookies, login) ;
- Données de navigation sur notre site web (dates et heures d'accès au site, type de navigateur, pages consultées).

Ces données sont traitées conformément à la présente charte et conformément aux dispositions du règlement européen sur la protection des données.

En toute circonstance, l'AIDE s'engage à ne collecter et ne traiter vos données à caractère personnel que dans la mesure où cela est strictement nécessaire pour l'accomplissement d'une des finalités énoncées dans la présente charte.

Dès lors, la fourniture des données à caractère personnel demandées sur les différents supports de l'AIDE est généralement obligatoire. Dans certains cas toutefois, certaines données à caractère personnel collectées peuvent être facultatives et ne doivent donc pas obligatoirement être communiquées à l'AIDE, par exemple certaines données informatiques liées à l'utilisation du site web. Le cas échéant, une mention spécifique vous informe du caractère obligatoire ou facultatif de la collecte des données concernées.

Dans ces hypothèses, la non-fourniture ou l'inexactitude des données à caractère personnel demandées sur les différents supports pourrait, le cas échéant, empêcher l'AIDE d'exécuter correctement sa mission d'intérêt public, entraîner un refus d'accès à certains contenus du site web ou empêcher l'AIDE de répondre favorablement à vos demandes.

5. Quelles sont les sources d'où proviennent les données à caractère personnel ?

L'AIDE est susceptible de collecter les données à caractère personnel précitées auprès des sources suivantes :

- De vous-même ou de votre représentant légal le cas échéant ;
- De partenaires et/ou prestataires externes (les communes membres de l'AIDE, les organismes du service public partenaires, les topographes dans le cadre de la gestion des emprises, les notaires, les sociétés de recrutement, les vidangeurs agréés dans

le cadre du traitement des boues issues d'installations d'assainissement autonome domestique et de fosse septiques, etc.) ;
- De sources accessibles au public (sites web des entreprises référençant les coordonnées de ses représentants) ;
- De sources authentiques publiques (Registre national, Banque-Carrefour des Entreprises, registre du cadastre).

L'AIDE est également susceptible de collecter des données à caractère personnel lors de votre navigation sur son site web ou de votre utilisation de services en ligne, sans que vous les lui communiquiez directement. Pour plus d'informations, consultez notre politique relative aux cookies en cliquant ici.

6. A quelles fins traitons-nous les données à caractère personnel et sur quelle base juridique ?

Les données à caractère personnel vous concernant sont recueillies et traitées par l'AIDE en vue des finalités et sur les bases juridiques suivantes :

Dans le cadre de l'exécution de sa mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont l'AIDE est investie (art. 6, 1, e) du RGPD) :

- Contrôler et gérer les entrées et sorties des visiteurs ;
- Gérer les demandes de visites guidées et de mises à disposition d'ouvrages ;
- Organiser les aspects pratiques liés aux visites guidées et aux événements ;
- Remettre des avis circonstanciés sur toutes demandes de permis ;
- Instruire les demandes de dérogations (raccordement à l'égout, installation SEI) ;
- Remettre un avis sur les demandes de permis d'urbanisme et d'urbanisation ;
- Remettre un avis sur la gestion des eaux pluviales ;
- Vérifier les hypothèses de calcul des égouts et bassins d'orages ;
- Fournir des plans et des prescriptions techniques travaux ;
- Définir le régime d'assainissement adéquat ;
- Informer les propriétaires de leurs obligations en matière d'assainissement ;
- Permettre le raccordement de particuliers aux ouvrages de l'AIDE ;
- Établir des documents (conventions, factures, etc.) ;
- Gérer les suivis et cautionnement liés aux raccordements ;
- Effectuer et gérer les contrôles de systèmes d'épuration des particuliers ;
- Organiser, gérer et assurer le suivi des opérations de dépotage ;
- Identifier les auteurs de dégradations et d'infractions aux ouvrages ;
- Protéger les personnes et les biens de l'entreprise ;
- Gérer les plaintes et les contentieux ;
- Effectuer des démarches relatives à l'acquisition de biens ;
- Gérer les emprises (avertir les propriétaires, élaborer des conventions d'autorisations de passages, élaborer des plans, etc.) :
- Gérer les demandes d'expropriation d'extrême urgence (effectuer des demandes d'arrêtés ministériels d'expropriation, établir les requêtes d'expropriation, etc.) ;
- Effectuer les relevés des caractéristiques des réseaux ;
- Gérer et coordonner les chantiers ;
- Établir les états des biens concernés par des travaux AIDE ;
- Gérer les contacts avec les fournisseurs/personnes de contact des opérateurs économiques.

Dans le cadre nécessaire à l'exécution d'un contrat ou à l'exécution de mesures précontractuelles (art. 6, 1, b) du RGPD) :

- Gérer les demandes de candidatures ;
- Organiser les procédures de recrutement et de sélection des candidats.

Avec votre consentement obtenu au préalable (art. 6, 1, a) du RGPD) :

- Améliorer votre confort de navigation sur le site web et améliorer nos contenus à partir des informations sur qui et comment nos contenus sont consultés ;
- Prendre des photographies à l'occasion d'événements organisés sur des sites d'exploitation AIDE pour illustrer les rapports d'activités de l'AIDE.

7. Combien de temps vos données sont-elles conservées ?

L'AIDE est occupée à déterminer des règles précises concernant la durée de conservation des données à caractère personnel. Cette durée varie selon les différents objectifs poursuivis par l'AIDE et tient compte des éventuelles obligations légales à conserver certaines de vos données.

Les durées de conservation sont définies de manière à permettre à l'AIDE de traiter vos demandes, d'en assurer la gestion et le suivi et de mener à bien ses missions. Elles respectent le principe de limitation de la conservation, selon lequel les données à caractère personnel ne peuvent être conservées au-delà de la durée nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées.

Il est précisé que l'ensemble de ces données à caractère personnel peut toutefois être conservées plus longtemps que les durées mentionnées au sein de cet article :

- soit après obtention de votre accord ;
- soit, sous forme d'archives, pour répondre aux obligations légales et réglementaires éventuelles qui s'imposent à nous, ou encore pendant les délais légaux de prescription ou d'opposition.
- soit encore, sous forme de réutilisation à des fins historiques, statistiques ou de recherche.

8. Qui sont les destinataires des données collectées ?

Les données seront communiquées aux personnes ou organismes suivants, exclusivement dans la mesure nécessaire à la réalisation des finalités précitées :

- les services internes de l'AIDE en charge de l'exécution des traitements ;
- les sous-traitants chargés de traitements définis par l'AIDE (dont des prestataires de services informatiques, les géomètres-experts, les ingénieurs, Digit'Eaux, …).) ;
- la région wallonne et autres organisations publiques liées (Service public de Wallonie, Comité d'acquisition de Liège, la Société Publique de Gestion de l'Eau (SPGE), etc. ;
- le SPF Justice (expropriation)
- les administrations communales faisant partie de la zone couverte par l'AIDE ;
- les tiers autorisés à consulter la plateforme web KLIM-CICC ;
- les services de secours et de police.

Aucune donnée à caractère personnel n'est transmise à des tiers ne faisant pas partie des destinataires précités ou ne relevant pas du cadre juridique indiqué, sans préjudice de leur

éventuelle transmission aux organes chargés d'une mission de contrôle ou d'inspection en application du droit belge, tel qu'un juge d'instruction.

En tout état de cause, l'AIDE ne divulguera pas de données à caractère personnel à des tiers à des fins de marketing direct.

9. Les données sont-elles transmises à l'étranger ?

Dans le cadre de certaines activités de traitement, des données à caractère personnel peuvent être amenées à être transférées ou rendues accessibles en dehors de l'Espace économique européen (EEE).

L'AIDE privilégie le recours à des prestataires et sous-traitants traitant les données au sein de l'EEE. À ce jour, elle n'envisage pas de transfert de données à caractère personnel vers des pays situés en dehors de cet espace.

Si un tel transfert devait néanmoins être nécessaire, l'AIDE veillerait à ce qu'il soit réalisé dans le respect des exigences du Règlement général sur la protection des données (RGPD). Les données ne seraient transférées que :

- vers un pays bénéficiant d'une décision d'adéquation adoptée par la Commission européenne ;
- ou moyennant la mise en place de garanties appropriées prévues par le RGPD, telles que les clauses contractuelles types adoptées par la Commission européenne, des règles d'entreprise contraignantes (« Binding Corporate Rules ») approuvées ou tout autre mécanisme reconnu par la réglementation applicable.

Lorsque des transferts seraient effectués vers des prestataires établis aux États-Unis, ceux-ci devraient notamment adhérer au cadre reconnu par la Commission européenne comme assurant un niveau de protection adéquat, tel que l'EU-US Data Privacy Framework, ou présenter des garanties équivalentes conformes au RGPD.

10. Quels sont vos droits ?

Droit d'accès	Le droit d'accès est le droit que vous avez d'obtenir, sur demande, de l'information sur les données à caractère personnel que l'AIDE détient sur vous.
Droit de rectification	Il s'agit du droit que vous avez de demander la rectification, dans les meilleurs délais, des données à caractère personnel qui seraient inexactes. Si vous constatez que des données à caractère personnel sont incomplètes, vous avez également le droit de demander qu'elles soient complétées.
Droit à l'effacement	Dans certains cas, vous avez le droit de demander l'effacement de vos données à caractère personnel. C'est notamment le cas si - les données à caractère personnel ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles avaient été collectées ou traitées par le responsable du traitement ;

	- les données à caractère personnel ont fait l'objet d'un traitement illicite ; - l'utilisateur retire son consentement et qu'il n'existe pas d'autre base de légitimation du traitement ; - l'utilisateur, personne concernée, s'oppose au traitement, mais dans certains cas particuliers. Le droit à l'effacement n'existe pas dans toutes les situations
Droit à la limitation du traitement	Dans certains cas, vous avez le droit d'obtenir de l'AIDE, responsable du traitement, la limitation du traitement de vos données à caractère personnel, conformément à la législation applicable en matière de protection des données. Par exemple, lorsque l'exactitude des données à caractère personnel est contestée par la personne concernée, le traitement des données pourrait être limité pendant une durée permettant au responsable du traitement de vérifier l'exactitude des données à caractère personnel.
Droit à la portabilité des données	Vous avez également le droit, dans les conditions prévues par la législation applicable en matière de protection des données, de recevoir les données à caractère personnel vous concernant dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine. Ce droit s'applique lorsque le traitement est fondé sur le consentement, conformément à l'article 6, § 1er, a), ou à l'article 9, § 2, a), du RGPD, ou sur l'exécution d'un contrat, conformément à l'article 6, § 1er, b), du RGPD, et qu'il est effectué à l'aide de procédés automatisés. L'exercice du droit à la portabilité ne porte pas atteinte au droit à l'effacement.
Droit de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé	Vous avez le droit de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques vous concernant ou vous affectant de manière significative de façon similaire. En d'autres termes, vous avez le droit de demander une intervention humaine dans le traitement de vos données à caractère personnel. A cet effet, l'AIDE s'engage à ce que vous ne fassiez jamais l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques vous concernant ou vous affectant de manière significative de façon similaire.
Droit d'opposition	Vous avez le droit de vous opposer à tout moment, pour des raisons tenant à votre situation particulière, au traitement de vos données à caractère personnel si le traitement est fondé sur l'article 6, § 1, e) du RGPD (mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique) ou sur l'article 6, § 1, f) du RGPD (intérêts légitimes). Dans ce cas, l'AIDE doit cesser le traitement des données à caractère personnel, à moins qu'elle ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur vos intérêts ainsi que sur vos droits et libertés, ou que le traitement est

	nécessaire à la constatation, à l'exercice ou à la défense de droits en justice.
Droit de retirer son consentement	Pour autant que le traitement se fonde sur le consentement, vous disposez du droit de retirer votre consentement à tout moment, sans que cela ne porte toutefois atteinte à la licéité du traitement fondé sur le consentement effectué avant le retrait de celui-ci.

11. Comment faire valoir vos droits ?

Vous pouvez envoyer vos demandes par courrier électronique à l'adresse dpo@aide.be ou par courrier ordinaire à l'adresse suivante : AIDE sc - à l'attention du DPO - Rue de la Digue 25 à 4420 Saint-Nicolas, Belgique.

Pour garantir le respect de votre vie privée et assurer votre sécurité, nous prendrons les mesures nécessaires pour vérifier votre identité avant de vous permettre de consulter, et éventuellement de corriger, des données.

12. Quels sont les moyens mis en œuvre pour protéger les données ?

L'AIDE a mis en place un certain nombre de procédures de sécurité adaptées sur le plan technique et organisationnel, qu'elle réévalue et actualise régulièrement, afin d'éviter la destruction, la perte, la falsification, la modification, l'accès non autorisé, la communication accidentelle à des tiers, ainsi que d'en assurer la sécurité et de garantir l'utilisation correcte des informations recueillies en vue de réaliser le traitement concerné.

A cet effet, l'accès à vos données à caractère personnel est limité aux seuls employés qui ont besoin de les connaitre et qui observent de stricts standards de confidentialité dans le traitement de vos données.

Pour garantir la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel collectées, l'AIDE a mis en place les plus hauts standards de sécurité et ne travaille qu'avec des sous-traitants qui y sont également soumis.

13. A qui adresser vos questions/plaintes ?

Si vous estimez que nous manquons à l'une de nos obligations légales, nous vous invitons à contacter notre DPO en envoyant un courrier électronique à dpo@aide.be.

Toute autre réclamation, toute plainte ou tout grief peut également être adressé en envoyant un courrier ordinaire à l'adresse de l'AIDE reprise ci-avant. Nous mettrons tout en œuvre pour vous assurer un suivi dans les meilleurs délais.

Si la réponse apportée par l'AIDE ne vous donne pas satisfaction, vous pouvez introduire à tout moment une demande d'information, une demande de médiation ou une plainte auprès de l'Autorité de protection des données (APD) si vous estimez que le traitement de vos données à caractère personnel constitue une violation du RGPD.

Vous pouvez introduire votre dossier :

- Par voie électronique : Directement via le portail citoyen sécurisé sur le site web de l'APD (https://autoriteprotectiondonnees.be). L'accès s'effectue de manière sécurisée (via l'application itsme ou votre carte d'identité) et vous permet de suivre l'évolution de votre dossier en temps réel.

- Par courrier postal : Si vous n'êtes pas en mesure d'utiliser le portail en ligne, vous pouvez envoyer votre demande à l'adresse suivante : Rue de la Presse 35 à 1000 Bruxelles, en remplissant le formulaire adéquat sur le site internet de l'APD.

14. Modifications de la présente charte

La présente charte relative à la vie privée et à la protection des données à caractère personnel peut être modifiée à tout moment, notamment en raison de nouveaux traitements mis en œuvre par l'AIDE ou de modifications de la législation applicable.

Toute modification apportée à cette charte entre immédiatement en vigueur. Il vous est donc conseillé de visiter cette page régulièrement.

* *

*

Version du 21 octobre 2026